

**CONSEIL METROPOLITAIN DU  
JEUDI 23 MARS 2023**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS  
EN EXERCICE : 81**

**QUORUM : 41**

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 23 mars 2023, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance :

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
64	15	2

**OBJET DE LA DELIBERATION**

**N° 23/03/058**

**ADHESION A  
L'ASSOCIATION URGENCE  
CYBER - COMPUTER  
SECURITY INCIDENT  
RESPONSE TEAM (CSIRT)  
REGION SUD ET  
DESIGNATION DES  
REPRESENTANTS DE LA  
METROPOLE TOULON  
PROVENCE MEDITERRANEE**

**PRESENTS :**

M. Olivier CHARLOIS , Mme Geneviève LEVY, M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Laurent JEROME, Mme Isabelle MONFORT, M. Emilien LEONI, M. Jean-Louis MASSON, M. Hervé STASSINOS, Mme Dominique ANDREOTTI, M. Yann TAINGUY, M. Mohamed MAHALI, M. Christophe MORENO, Mme Valérie RIALLAND, Mme Nadine ESPINASSE, M. Francis ROUX, Mme Edwige MARINO, Mme Chantal PORTUESE, Mme Amandine LAYEC, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Virginie PIN, Mme Rachel ROUSSEL, Mme Magali TURBATTE, Mme Sylvie LAPORTE, Mme Anaïs DIR, Mme Corinne JOUVE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Pierre BONNEFOY, M. Bruno ROURE, Mme Kristelle VINCENT, Mme Christine SINQUIN, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS, M. Joseph MINNITI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Corinne CHENET, Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Marie-Hélène CHARLES, Mme Valérie BATTESTI, M. Arnaud LATIL, Mme Delphine GROSSO, M. Laurent BONNET, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Pascale JANVIER, M. Erick MASCARO, M. Albert TANGUY, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Jean-David MARION, Mme Josée MASSI, M. Amaury CHARRETON, M. Philippe LEROY, Mme Basma BOUCHKARA, Mme Valérie MONDONE, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Bernard ROUX, Mme Anne-Marie METAL, M. Gilles BALDACCHINO.

**REPRESENTES :**

M. Philippe BERNARDI ayant donné pouvoir à Mme Valérie BATTESTI, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Hubert FALCO, Mme Béatrice BROTONS ayant donné pouvoir à Mme Nadine ESPINASSE, M. Guillaume CAPOBIANCO ayant donné pouvoir à Mme Kristelle VINCENT, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à M. Luc DE SAINT-SERNIN, M. Franck CHOUQUET ayant donné pouvoir à Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Laurent CUNEO ayant donné pouvoir à Mme Edwige MARINO, M. Jean-Pierre EMERIC ayant donné pouvoir à M. Amaury CHARRETON, Mme Brigitte GENETELLI ayant donné pouvoir à M. Emilien LEONI, Mme Audrey PASQUALI-CERNY ayant donné pouvoir à Mme Anaïs DIR, M. Christian SIMON ayant donné pouvoir à Mme Anne-Marie METAL, M. Joël TONELLI ayant donné pouvoir à M. Bruno ROURE, Mme Sandra TORRES ayant donné pouvoir à Mme Nathalie BICAIS, Mme Véronique BERNARDINI ayant donné pouvoir à M. Francis ROUX.

**ABSENTS :**

M. Anthony CIVETTINI, Mme Cécile MUSCHOTTI.

## **Séance Publique du 23 mars 2023**

**N° D' O R D R E : 23/03/058**

**O B J E T : ADHESION A L'ASSOCIATION URGENCE CYBER -  
COMPUTER SECURITY INCIDENT RESPONSE TEAM  
(CSIRT) REGION SUD ET DESIGNATION DES  
REPRESENTANTS DE LA METROPOLE TOULON  
PROVENCE MEDITERRANEE**

### **LE CONSEIL METROPOLITAIN**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** les courriers du Président de la Région Provence-Alpes-Côte D'azur en date du 9 mai 2022 et du 27 octobre 2022 proposant à la Métropole Toulon Provence Méditerranée d'adhérer en tant que membre de droit et fondateur à l'Association constitutive du Cyber Computer Security Incident Response Team (CSIRT) régional et de désigner des représentants métropolitains,

**VU** les statuts de l'Association « Urgences Cyber-CSIRT Région Sud » approuvés par l'assemblée plénière du Conseil Régional du 24 juin 2022,

**VU** l'avis de la Commission Attractivité Économique et Développement Numérique du 2 février 2023,

**VU** l'avis de la Commission Finances et Administration Générale du 13 mars 2023,

**CONSIDERANT** que la cybersécurité est devenue un enjeu essentiel pour la France en vue de garantir sa souveraineté numérique et son autonomie stratégique. Face à la croissance exponentielle de la cyber criminalité, la lutte contre les cyber menaces est naturellement une priorité régionale,

**CONSIDERANT** l'intérêt majeur pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée d'adhérer à l'Association Urgences Cyber-CSIRT,

**CONSIDERANT** que le fonctionnement de l'Association est assuré par un financement de 1 million d'euros accordé par l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Informations (ANSSI) pour les 3 premières années et qu'il n'y a donc pas de cotisation attendue des membres sur cette période,

**CONSIDERANT** les candidatures suivantes pour représenter la Métropole Toulon Provence Méditerranée :

- Monsieur Hervé STASSINOS, en qualité de titulaire,
- Monsieur Amaury CHARRETON, en qualité de suppléant,

**CONSIDERANT** qu'il est proposé de procéder à un vote à main levée des dits représentants comme l'autorise l'article L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales en cas d'accord à l'unanimité du Conseil,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ADHERER** à l'Association « Urgences Cyber-CSIRT Région Sud ».

### **ARTICLE 2**

**DE PROCEDER** à un vote à main levée.

### **ARTICLE 3**

**DE DESIGNER** comme représentants de la Métropole Toulon Provence Méditerranée:

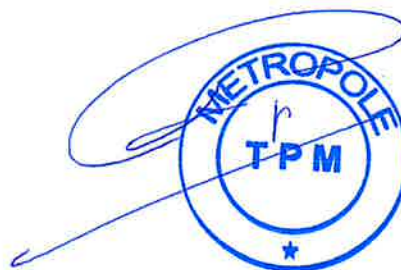
- Monsieur Hervé STASSINOS en qualité de représentant titulaire et
- Monsieur Amaury CHARRETON en qualité de suppléant.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 23 mars 2023

Hubert FALCO

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée  
Ancien Ministre



POUR 75

CONTRE 0

ABSTENTION 1

Monsieur Philippe LEROY.

Elu(s) ne prenant pas part au vote :

**Monsieur Hervé STASSINOS, Monsieur Amaury CHARRETON, Monsieur Jean-Pierre EMERIC.**

**Urgences Cyber - CSIRT Région Sud**  
Association loi 1901  
Statuts

## **Préambule**

La cybersécurité est devenue un enjeu essentiel pour la France en vue de garantir sa souveraineté numérique et son autonomie stratégique. Face à la croissance exponentielle de la cybercriminalité, la lutte contre les cybermenaces est une priorité régionale.

Dès le 9 octobre 2020, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a adopté sa feuille de route cybersécurité, dont l'axe 2 prévoyait d'accompagner l'écosystème économique et les entreprises avec la structuration d'une offre de services régionale sur la cybersécurité.

La Région a donc envisagé très tôt la création d'un *Computer Security Incident Response Team* (CSIRT), c'est-à-dire un centre d'alerte et de réaction aux attaques informatiques, de type « SAMU », pour traiter les incidents des entreprises ou des administrations ciblées par des attaques cyber.

Une préfiguration d'une telle offre de service a été développée par la Région, via l'institut FMES (Fondation méditerranéenne d'études stratégiques), dans le cadre de son programme annuel d'activité, financé par la Région. Le « Centre ressources régional Cyber » (C2RC) a ainsi été inauguré le 14 octobre 2020, en présence du directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). A l'issue de cette préfiguration, la Région dispose d'une expérience opérationnelle, des expertises et d'une présence dans les réseaux institutionnels nationaux pour mettre en œuvre un tel centre.

L'ANSSI considère par ailleurs que les Régions font partie des institutions publiques compétentes pour contribuer à structurer le tissu de prestataires et d'industriels en mesure de répondre aux besoins de cybersécurité du territoire, développer les liens entre offre et demande, diffuser les bonnes pratiques en cybersécurité et sensibiliser l'ensemble des acteurs. A ce titre, l'ANSSI a lancé un appel à projet destiné à soutenir la création de CSIRT régionaux, qui auront pour objectif de proposer aux acteurs de taille intermédiaire présents sur leur territoire un service de réponse à incident, considéré comme un service d'intérêt général.

Les CSIRT régionaux sont destinés à s'adresser principalement aux associations, entreprises, collectivités territoriales et établissements publics de taille intermédiaire. Ils s'inscrivent en complémentarité avec l'ANSSI, dont les priorités d'actions sont centrées sur les entités critiques telles que les administrations, les opérateurs d'importance vitales et les opérateurs de services essentiels alors que Cybermalveillance traite principalement les particuliers, les très petites entreprises et les collectivités de petite taille.

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a répondu à cet appel à projet et a déposé un dossier de candidature le 28 octobre 2021. Elle a été l'une des six régions retenues dans la première vague de sélection.

L'ANSSI a versé à la Région, dans le cadre du plan de relance, fin 2021 une subvention d'1M€ correspondant aux trois premières années de fonctionnement du CSIRT.

L'ANSSI demande que le futur CSIRT régional soit opéré par une structure externe, à la gouvernance de laquelle la Région et l'Agence doivent être obligatoirement associées.

Aussi, il est proposé de créer une association capable de mettre en œuvre le CSIRT régional, autour d'un noyau de membres fondateurs, jouant un rôle actif et déterminant dans son activité et son développement. Pour ce faire, la Région s'associe à l'institut Fondation méditerranéenne d'études stratégiques, aujourd'hui opérateur du Centre régional de réponses cyber, pour créer cette association.

## **TITRE 1 : OBJET**

### **Article 1er – Forme**

Il est créé par les membres, une association régie par les dispositions de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, du décret du 16 août 1901 et des présents statuts.

### **Article 2 – Dénomination sociale**

La dénomination de l'association est :

« Urgences Cyber - CSIRT Région Sud ».

### **Article 3 – Objet**

L'Association a notamment pour objet de doter la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur d'un « *Computer Security Incident Response Team* » (CSIRT) régional ayant pour mission de fournir un premier niveau de réponse à incident cyber au bénéfice des entreprises, associations et collectivités de son territoire, en lien avec la stratégie nationale de cyberdéfense portée par l'ANSSI.

Le CSIRT régional a pour mission principale de proposer aux acteurs de taille intermédiaire présents sur le territoire un service de réponse à incident adapté à leurs besoins sous la forme d'un service d'intérêt général gratuit. A minima, il assure :

- Le recueil du signalement des bénéficiaires au travers la mise en œuvre d'une plateforme téléphonique et des moyens informatiques adaptés ;
- La qualification et triage des incidents ;
- Le suivi des incidents ;
- La mise en relation avec des prestataires labellisés de type « Expert Cyber » ou qualifiés par l'ANSSI (par exemple, prestataires qualifiés d'audit de la sécurité des systèmes d'information ou de réponse aux incidents de sécurité) ;
- L'information aux victimes d'incident cyber sur les poursuites juridictionnelles à engager et orientations vers les professionnels qualifiés ;
- Le référencement des prestataires locaux labellisés et qualifiés en cohérence avec l'ANSSI et [Cybermalveillance.gouv.fr](https://cybermalveillance.gouv.fr) ;
- Les relai et transfert des informations pertinentes vers le CERT-FR, [Cybermalveillance.gouv.fr](https://cybermalveillance.gouv.fr), les autres CSIRT (en particulier les autres CSIRT régionaux) et l'Inter CERT-FR ;
- La consolidation de l'incidentologie régionale et partage du résultat avec le CERT-FR et [cybermalveillance](https://cybermalveillance.gouv.fr).

En fonction des besoins identifiés permettant une amélioration ou une aide particulière à une bonne prise en compte de la cybersécurité, des services complémentaires, éventuellement facturables, pourront être proposés.

Les bénéficiaires des services proposés supra sont principalement les associations, les petites et moyennes entreprises (PME) et les entreprises de taille intermédiaire (ETI) de plus de 20 salariés, collectivités territoriales, et les établissements publics implanté sur le territoire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

#### **Article 4 - Moyens d'actions**

Pour réaliser son objet, les moyens d'action de l'association sont :

- Mise en œuvre d'une plateforme téléphonique et des moyens informatiques nécessaires à la réception des incidents informatiques ;
- La production et la diffusion d'informations ;
- La mise à disposition des ressources pédagogiques, techniques et communicationnelles, telles que : tutoriels et guides, objets de formation, centre de ressources, site internet ;
- L'animation d'un réseau d'organismes étatiques et d'instituts, d'experts français, européens, concernés par ces domaines ;
- Le référencement de prestataires labellisés de type « Expert\_Cyber » ou qualifiés par l'ANSSI ;
- La conception et la direction de sessions annuelles de sensibilisation ;
- L'organisation et l'animation de colloques, de conférences, de séminaires, d'évènements et actions de communication ;
- La participation à la formation universitaire d'étudiants intéressés par les questions de cybersécurité ;
- La participation et l'adhésion aux organismes et institutions entrant dans son champ d'actions ;
- Le financement d'actions de communication ;
- L'aide à la diffusion et publication de travaux de recherche.

#### **Article 5 - Programme d'action annuel**

L'association établit un plan d'action annuel qu'elle soumet à ses membres fondateurs.

L'association devra justifier de son activité et apporter les justificatifs nécessaires à ses membres et financeurs selon les dispositions réglementaires en vigueur.

#### **Article 6 – Siège**

Le siège social est initialement fixé à la Maison du numérique et de l'innovation, Place Georges Pompidou, 83000 Toulon

Il pourra être transféré en tout autre lieu par simple décision du Conseil de Surveillance de l'association.

#### **Article 7 – Durée**

L'association est constituée pour une durée illimitée.

## **TITRE 2 : COMPOSITION DE L'ASSOCIATION**

### **Article 8 – Membres**

L'association se compose de 12 membres de droit, de membres fondateurs et de membres adhérents.

#### **Article 8.1 – Membres de droit et membres fondateurs**

Les membres de droit sont les personnes morales suivantes :

- L'État ;
- La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- La Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La Métropole Toulon Provence Méditerranée ;
- La métropole de Nice Côte d'Azur ;
- Le Département des Bouches du Rhône ;
- Le Département du Var ;
- Le Département des Alpes Maritimes ;
- Le Département de Vaucluse ;
- Le Département des Alpes de Haute-Provence ;
- Le Département des Hautes Alpes ;
- L'institut Fondation méditerranéenne d'études stratégiques.

Sont considérés comme membres fondateurs, les membres qui ont participé à la constitution de l'association et ont adhéré à celles-ci au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2023. Les membres de droit qui ne sont pas membre fondateur peuvent rejoindre l'association sur simple demande au Conseil de surveillance, à laquelle est jointe la délibération concernée.

#### **Article 8.2 – Membres adhérents**

Les membres adhérents sont constitués par toute personne morale dont les intérêts convergent avec l'objet et les actions menées par l'association et qui versent annuellement une cotisation.

Les personnes physiques ne peuvent pas être membres de l'association.

Pour faire partie de l'association, tout membre adhérent doit au préalable être agréé, sur proposition du Directoire, par le Conseil de surveillance qui statue lors de chacune de ses réunions sur les demandes d'admissions présentées.

Le règlement intérieur de l'association organisera les membres adhérents en collèges distincts en fonction de leur qualité. A minima deux collèges seront établis, l'un pour les personnes morales de droit public, autres que les membres de droit, l'autre pour les personnes morales de droit privé.

### **Article 9 – Cotisations**

La cotisation annuelle est due par chaque membre. Son montant est fixé par le règlement intérieur. Elle peut être revue annuellement par l'Assemblée Générale sur proposition du Conseil de surveillance.



## **Article 10 – Perte de la qualité de membre**

La qualité de membre de l'association se perd :

- Par décision de retrait du membre, qui devra être à jour de ses cotisations, adressée au Conseil de Surveillance, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ;
- En cas de décision d'exclusion décidée par le Conseil de Surveillance pour tout motif grave ou tout manquement au règlement intérieur ;
- En l'absence de paiement des cotisations annuelles.

## **TITRE 3 : ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT**

### **Article 11 – L'Assemblée Générale**

L'Assemblée Générale réunit l'ensemble des membres de l'association :

- Les membres de droit, dont les membres fondateurs ;
- Les membres adhérents.

Chaque membre dispose d'un représentant au sein du de l'Assemblée générale, à l'exception de l'Etat et de la Région, qui disposent chacun de deux représentants.

Chacun des organismes désignera, selon ses propres règles de gestion interne, là où le cas échéant, les personnes physiques chargées de le représenter lors de l'Assemblée Générale constitutive et des assemblées suivantes.

Seuls les membres à jour de leurs cotisations, lorsqu'ils y sont tenus, peuvent être convoqués aux Assemblées générales, prendre part au vote et être éligibles au conseil de surveillance.

Chaque membre de l'association dispose d'une voix, à l'exception de l'Etat et de la Région qui disposent chacun de deux voix.

Chaque membre peut se faire représenter par un autre membre de l'association muni d'un pouvoir spécial. La représentation par toute autre personne est interdite. Le nombre de pouvoirs dont peut disposer un membre de l'Assemblée est limité à trois pouvoirs.

Les Assemblées Générales sont convoquées à l'initiative du Président du Conseil de Surveillance. La convocation est effectuée par simple lettre contenant l'ordre du jour arrêté par le Conseil de Surveillance, sur proposition du Directoire. La convocation est adressée à chaque membre de l'association quinze jours à l'avance.

L'Assemblée Générale ne peut délibérer que sur les questions inscrites à l'ordre du jour.

Les Assemblées Générales se réunissent au siège de l'association ou en tout autre lieu fixé par la convocation.

L'Assemblée est présidée par le Président du Conseil de Surveillance ou, en cas d'empêchement par le vice-président, ou à défaut par la personne désignée par l'Assemblée. Il est établi une feuille de présence émarginée par les membres de l'Assemblée en entrant en séance et certifiée par le président du Conseil de Surveillance et le secrétaire de l'Assemblée.

Les délibérations des Assemblées sont constatées sur des procès-verbaux contenant le résumé des débats, le texte des délibérations et le résultat des votes. Ils sont signés par le président du Conseil de Surveillance et le secrétaire de l'Assemblée. Les procès-verbaux sont retranscrits, sans blanc ni rature, dans l'ordre chronologique sur le registre des délibérations de l'association.

### **11.1 - Assemblée Générale ordinaire**

Une Assemblée Générale ordinaire se réunit au moins une fois par an dans les six mois de la clôture de l'exercice. Elle peut également être convoquée à titre extraordinaire par le président ou sur la demande du quart au moins des membres de l'association.

L'Assemblée Générale ordinaire annuelle entend les rapports sur la gestion, les activités et la situation morale de l'association et le rapport financier. Elle entend également les observations du Conseil de Surveillance sur le rapport d'activité du Directoire ainsi que sur les comptes de l'exercice, et le rapport du commissaire aux comptes.

L'Assemblée Générale ordinaire annuelle approuve les comptes de l'exercice et donne quitus aux membres du Conseil de Surveillance et du Directoire.

Elle procède à l'élection des nouveaux membres du Conseil de Surveillance et du Directoire.

D'une manière générale, l'Assemblée Générale ordinaire délibère sur toutes les questions inscrites à l'ordre du jour qui ne relèvent pas de la compétence de l'Assemblée Générale extraordinaire. L'Assemblée Générale ordinaire délibère valablement quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

### **11.2 - Assemblée Générale extraordinaire**

L'Assemblée Générale extraordinaire est seule compétente pour modifier les statuts, prononcer la dissolution de l'association et statuer sur la dévolution de ses biens, décider de sa fusion avec d'autres associations.

L'Assemblée Générale extraordinaire ne délibère valablement que si la moitié des membres de l'association est présente ou représentée. Si ce quorum n'est pas atteint, l'Assemblée est à nouveau convoquée, avec le même ordre du jour, dans un délai de trente jours. Lors de cette seconde réunion, elle délibère valablement quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Les délibérations de l'Assemblée Générale extraordinaire sont prises à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés.

## **Article 12 - Conseil de Surveillance**

### **12.1 - Composition du Conseil de Surveillance**

Le Conseil de Surveillance est composé d'au moins cinq membres et au plus de vingt membres. Les modalités de composition sont précisées au règlement intérieur.

Les membres de droit disposent, chacun, automatiquement d'un représentant au sein du Conseil de surveillance. Ces représentants sont désignés selon les règles internes de chacun des membres. L'Etat et la Région disposent chacun de deux représentants au sein du Conseil de surveillance. Cette désignation est confirmée par l'Assemblée générale.

Les autres membres du Conseil de surveillance sont élus, au sein de chaque collège, par l'Assemblée Générale pour une durée précisée par le règlement intérieur. Les membres sont rééligibles. Chaque collège peut désigner, au plus, trois membres.

La majorité des membres est élue parmi les représentants des membres de droit.

En cas de vacance, par décès ou par démission des membres élus ou choisis, le Conseil de Surveillance pourvoit à leur remplacement à titre provisoire jusqu'à ratification par la prochaine Assemblée Générale.

Le mandat des membres ainsi désignés prend fin à la date à laquelle aurait pris fin le mandat du membre remplacé.

Le Conseil de surveillance élit en son sein son Président.

Les fonctions de membre du Conseil de Surveillance sont bénévoles.

## **12.2 - Réunion et délibération du Conseil de Surveillance**

Le Conseil de Surveillance se réunit sur convocation de son président, aussi souvent que l'intérêt de l'association l'exige, ou à la demande d'au moins un quart de ses membres. A minima deux réunions par an doivent se tenir.

La présence de la moitié au moins des membres du conseil d'administration est nécessaire pour la validité des délibérations. Pour le calcul du quorum, les pouvoirs ne comptent pas.

Les délibérations sont prises à la majorité simple. En cas de partage égal des voix, la voix du président est prépondérante.

Il est tenu procès-verbal des séances.

## **12.3 - Pouvoirs du Conseil de Surveillance**

Le Conseil de Surveillance définit les orientations stratégiques de l'association et veille au respect des statuts.

Une fois par semestre au moins, le Directoire présente un rapport au Conseil de Surveillance. Lors de la réunion précédant la clôture de l'exercice, le Directoire présente le budget prévisionnel de l'exercice suivant. Dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice, le Directoire lui présente le rapport d'activité et les comptes de l'association.

Le Conseil de Surveillance présente à l'Assemblée Générale annuelle ses observations ainsi que l'avis consultatif formulé par le conseil d'orientation stratégique sur le rapport d'activité du Directoire ainsi que sur les comptes de l'exercice.

## **Article 13 - Directoire**

### **13.1 - Composition et désignation**

Le Directoire est composé d'au moins trois personnes et au plus de sept personnes, élues par l'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil de Surveillance.

A la constitution de l'association, les membres du Directoire sont élus directement par l'Assemblée constitutive, sans qu'ils aient besoin d'être proposés par le Conseil de Surveillance.

Les personnes physiques, représentant l'un des membres, siégeant au Conseil de Surveillance, ne peuvent pas être membres du Directoire.

Les membres du Directoire sont soit choisis parmi les représentants des membres de l'association, soit peuvent être des personnalités qualifiées choisies à cet effet.

Le Conseil de Surveillance nomme, parmi les membres du Directoire, à minima un directeur général, et un directeur général adjoint et un trésorier. La durée du mandat des membres du Directoire est déterminée par le règlement intérieur.

Les membres du Directoire peuvent être révoqués par l'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil de Surveillance.

En cas de vacance, par décès ou démission, le remplaçant est nommé par le Conseil de Surveillance pour la durée restant à courir jusqu'au renouvellement du mandat du Directoire.

Si cela s'avère nécessaire, le Conseil de surveillance peut décider d'attribuer une rétribution aux membres du Directoire au titre des fonctions qui leur sont confiées dans le cadre de l'Association. Ils pourront obtenir, dans les conditions définies par le Conseil de Surveillance, le remboursement des frais effectivement exposés au profit de l'association, dans l'exercice de leur mandat.

## **12.2 - Pouvoirs**

Le Directoire assure la gestion courante de l'association. Le Directoire a notamment pouvoir de recruter le personnel et de le gérer.

Les décisions sont prises à la majorité absolue.

Le directeur général du directoire représente l'association dans ses rapports avec les tiers et dans tous les actes de la vie civile. Il ordonnance les dépenses. Il peut ester en justice. Il peut donner délégation, sous sa responsabilité, dans les conditions fixées par le règlement intérieur. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de l'Association. Il les exerce dans la limite de l'objet de l'association et sous réserve des pouvoirs expressément attribués par les statuts au Conseil de Surveillance et approuvés par l'Assemblée Générale. Il est chargé d'exécuter les décisions du Directoire.

Le directeur général adjoint du Directoire assiste le président dans l'exercice de ses fonctions et le remplace en cas d'empêchement.

Le trésorier établit ou fait établir, sous sa responsabilité, les comptes de l'association sous forme analytique. Il établit ou fait établir un rapport sur la situation financière de l'association. Il rend compte de sa gestion au Conseil de Surveillance et à l'Assemblée Générale.

Le Directoire se réunit aussi souvent que nécessaire.

## **TITRE 4 – CONSEIL D'ORIENTATION STRATEGIQUE**

### **Article 14 – La composition du conseil d'orientation stratégique**

Le Conseil de Surveillance désigne, sur proposition du Directoire, un conseil d'orientation stratégique composé au moins de 12 personnalités choisies en raison de leur compétence reconnue dans le domaine des de la cybersécurité, de la défense, du renseignement, de l'économie, de l'entreprise, de l'innovation, de la valorisation de la recherche et de la diffusion des savoirs.

L'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information est membre de droit du Conseil d'orientation stratégique. Elle désigne à cet effet un représentant pour siéger dans ce conseil.

Le conseil d'orientation stratégique est un espace d'échanges et de définition des choix stratégiques de l'association. Il consulte, autant que de besoin pour éclairer sa vision. Ses membres ont pour missions d'évaluer, et d'identifier les domaines de d'actions de l'association ainsi que sa stratégie de développement et de partenariat. Il est garant de la bonne prise en compte des enjeux de cybersécurité dans les actions de l'association. Il assure à ce titre une veille sur l'actualité des menaces et les stratégies pour s'en protéger.

Il doit contribuer à orienter l'action de l'association de façon à faire de la sécurité numérique un avantage concurrentiel pour les entreprises régionales et à apporter une réponse forte contre les cyberattaques.

Il se réunit au moins deux fois par an.

Le Conseil d'orientation stratégique rend des avis sur des questions que lui soumet le Conseil de surveillance. Il peut traiter de tout sujet en lien avec l'objet de l'association. Il a un droit d'auto-saisine.

Il est consulté et rend un avis sur les personnes morales privées candidates à une adhésion à l'association.

Le Conseil d'orientation stratégique donne un avis consultatif au Conseil de Surveillance sur le programme d'action annuel et le rapport d'activité.

## **TITRE 5 : RESSOURCES DE L'ASSOCIATION - PERSONNELS - COMPTES ANNUELS.**

### **Article 15 – Les ressources de l'association**

Les ressources de l'association sont constituées par :

- Les dotations et subventions de l'Etat, des collectivités et leurs groupements ;
- Les cotisations et contributions de toutes natures versées par les membres de l'association ;
- Les dotations et subventions d'organismes territoriaux, nationaux, européens ou internationaux ;
- Les legs, les donations, le mécénat ;
- Des apports de ses membres ;
- Le produit des revenus des biens ou valeurs qu'elle possède ;
- Le produit des rétributions de ses activités et pour services rendus ;
- De toute autre ressource autorisée par les textes législatifs ou réglementaires.

L'association peut recourir au mécénat de compétence par une mise à disposition de personnel par une entreprise mécène qui peut prendre la forme d'une prestation de service ou de prêt de main d'œuvre. La mise à disposition peut être à durée déterminée. Un tel recours au mécénat est obligatoirement autorisé par le Conseil de surveillance.

La Fondation méditerranéenne des études stratégiques, en tant que membre fondateur de l'association, apporte à celle-ci, à sa création, les moyens, les contrats et les biens mobiliers mis en œuvre dans le cadre du C2RC. Elle peut mettre une partie de ses personnels à disposition de l'association pour la mise en œuvre du CSIRT. Elle peut continuer à apporter son expertise et son savoir-faire à la mise en œuvre du CSIRT, dans le cadre d'un conventionnement.

### **Article 16 – Personnel de l'association**

Le directoire peut désigner un ou plusieurs cadres salariés, chargés d'exécuter les décisions prises par les instances de l'association, de gérer les services de l'association et de mettre en œuvre les actions en lien avec l'objet de l'association.

Le conseil de surveillance est consulté préalablement à l'embauche et à la rémunération par l'association de tout cadre salarié et se prononce, au moins une fois par an, sur les rémunérations des cadres salariés, qui sont soumises à son approbation.

L'association peut par ailleurs disposer de son propre personnel et procéder ainsi aux recrutements par voie de contrats de droit privé soumis au code du travail.

### **Article 17 – Comptes annuels**

Il est tenu au jour le jour une comptabilité régulière de toutes les opérations par recettes et par dépenses, faisant apparaître un compte de résultats et de bilan et une annexe. Il est également tenu à jour une comptabilité analytique, permettant de contrôler que les fonds publics ne financent pas une activité économique.

Les comptes de l'association sont arrêtés par le Directoire, soumis au Conseil de surveillance et approuvés en assemblée générale ordinaire.

Le contrôle des comptes est effectué par le commissaire aux comptes désigné par l'assemblée générale. Il exerce sa mission conformément aux dispositions prévues par la réglementation applicable à l'association.

L'exercice comptable de l'association commence au 1<sup>er</sup> janvier (ou à compter de la date de publication des statuts de l'association au journal officiel) et se termine le 31 décembre de chaque année.

## **TITRE 6 - MODIFICATIONS DES STATUTS ET DISSOLUTION**

### **Article 18**

Les statuts peuvent être modifiés par l'assemblée générale extraordinaire sur la proposition du conseil de surveillance ou sur la proposition du dixième des membres dont se compose l'assemblée générale. Dans l'un et l'autre cas, les propositions de modifications sont inscrites à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale extraordinaire, lequel doit être envoyé à tous les membres de l'assemblée au moins quinze (15) jours calendaires à l'avance.

L'assemblée ne peut valablement délibérer que si les personnes morales dont un représentant physique est présent représentent, ensemble et avec les pouvoirs qui leur ont été confiés, un quart au moins de ses membres. Si cette proportion n'est pas atteinte, l'assemblée est convoquée de nouveau, mais à quinze (15) jours calendaires au moins d'intervalle, et cette fois, elle peut valablement délibérer, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Dans tous les cas, les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers (2/3) des membres présents ou représentés.

### **Article 19**

L'assemblée générale extraordinaire, appelée à se prononcer sur la dissolution de l'association est convoquée spécialement à cet effet dans les conditions prévues à l'article précédent.

L'assemblée ne peut valablement délibérer que si les personnes morales dont un représentant physique est présent représentent ensemble et avec les pouvoirs qui leur ont été confiés, au moins la moitié plus un des membres en exercice. Si cette proportion n'est pas atteinte, l'assemblée est convoquée de nouveau, mais à trente (30) jours au moins d'intervalle, et cette fois, elle peut valablement délibérer, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Dans tous les cas, la dissolution ne peut être votée qu'à la majorité de deux tiers des membres présents ou représentés.

## **Article 20**

En cas de dissolution prononcée par les deux tiers au moins des membres présents à l'assemblée générale, un ou plusieurs liquidateurs sont nommés par celle-ci et l'actif, s'il y a lieu, est dévolu dans les modalités décidées par l'assemblée et conformément à l'article 9 de la loi du 1er juillet 1901 et au décret du 16 août 1901.

## **TITRE 7 : DISPOSITIONS DIVERSES**

### **Article 21 – Règlement intérieur**

L'Assemblée Générale arrête un règlement intérieur qui a pour objet de préciser et de compléter les règles de fonctionnement de l'association et les modalités d'exécution des présents statuts, en particulier le nombre et la répartition des membres composant le Directoire et le Conseil de Surveillance ou les droits de vote en Assemblée. Ce règlement intérieur est, au préalable, soumis pour approbation au Conseil de Surveillance.

Le règlement intérieur préparé par le Directoire et adopté par l'assemblée générale est adressé à la préfecture du département, siège de l'association.

Elle peut également adopter un règlement financier destiné à fixer les modalités des interventions de l'association.

### **Article 22 – Indemnités**

Toutes les fonctions, à l'exception, le cas échéant, de celle de membre du Directoire, sont gratuites et bénévoles. Seuls les frais occasionnés par l'accomplissement de leur mandat peuvent être remboursés sur justificatifs et dans les mêmes conditions et limites que celles prévues pour les agents de la fonction publique territoriale. Les conditions de prise en charge et les modalités de règlement de ces frais sont fixées, sous réserve des dispositions du décret n°2001-654 du 19 juillet 2001, qui sont spécifiques à la FPT, par le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006, applicable aux personnels civils de la FPE.

fait à Toulon, le 20 décembre 2022

Charles Henri Du Ché  
Président de l'association,



**Règlement intérieur de l'association Urgence Cyber CSIRT Région Sud**  
**Adopté par l'assemblée générale du jj/mm/aaaa**

**Préambule**

Le règlement intérieur est adopté conformément aux statuts par l'assemblée générale, soumis pour approbation au Conseil de Surveillance une fois constitué. Il a pour but de préciser et de compléter les règles de fonctionnement de l'association et les modalités d'exécution des statuts, en particulier le nombre et la répartition des membres composant le Directoire et le Conseil de Surveillance ou les droits de vote en Assemblée.

**Article 1. Composition et fonctionnement du conseil de surveillance de l'association**

L'association Urgence Cyber CSIRT Région SUD est composée d'un conseil de surveillance d'au moins cinq membres parmi les représentants désignés ci-après :

- Deux représentants de l'Etat ;
- Deux représentants de la Région Provence Alpes côte d'azur ;
- Un représentant de la métropole de Marseille ;
- Un représentant de la métropole de Toulon ;
- Un représentant de la métropole de Nice ;
- Un représentant du département des Bouches du Rhône (13) ;
- Un représentant du département du var (83) ;
- Un représentant du département des Alpes Maritimes (06) ;
- Un représentant du département des Alpes de Hautes Provenances (04) ;
- Un représentant du département des Hautes Alpes (05) ;
- Un représentant du département du Vaucluse (84) ;
- Un représentant de la communauté d'agglomération de Sophia-Antipolis ;
- Un représentant de l'institut FMES.

Ces membres sont désignés par l'assemblée générale conformément aux statuts (article 11.1), pour une durée de trois ans. Leur mandat peut être prorogé à l'occasion d'une assemblée générale ordinaire ou à l'occasion d'une assemblée générale extraordinaire en cas de défection au cours de la période.

**Constitution et représentation des collèges de membres.**

Les membres de l'association Urgence Cyber CSIRT Région Sud, autre que les membres de droit désignés ci-dessus, sont répartis selon 2 collèges en fonction de leur qualité. Les deux collèges sont ;

- Un collège membres adhérents personnes morales de droit public (collectivités territoriales et assimilés) ;
- Un collège membres adhérents pour les personnes morales de droit privé (TPE/PME/ETI, associations,) ;

Chaque collège désigne, en son sein, le nombre de représentants mentionnés ci-après : pour siéger, en plus des membres de droit, au sein du Conseil de surveillance :

- Si le Conseil de surveillance comprend 5 membres de droit, chaque collège désigne un représentant ;
- Si le Conseil de surveillance comprend entre 6 et 10 membres de droits, chaque collège désigne deux représentants ;
- Si le Conseil de comprend entre 11 et 15 membres de droits, chaque collège désigne trois représentants ;

Conformément aux statuts, les personnes morales, membres de l'assemblée générale, peuvent être nommées au sein du conseil de surveillance. Dans ce cas, elles désignent conformément à la réglementation une personne physique chargée de les représenter au conseil ; toute modification dans cette représentation doit être communiquée par tout moyen à l'association.

**Fonctionnement du conseil de surveillance**

Le Conseil de surveillance élit en son sein son Président, et un vice-président selon les mêmes modalités que pour toute décision.



### **Tenue et délibérations**

Conformément aux statuts, le conseil se réunit aussi souvent que l'exige l'intérêt de l'association et au moins une fois tous les six mois. A chaque séance, il statue sur l'agrément des nouveaux membres, sur proposition du directoire.

Le conseil est convoqué par son président ou sur la demande du quart au moins de ses membres.

Pour la validité des délibérations, la présence de la moitié au moins des administrateurs est nécessaire.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou régulièrement représentés : \_ En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante. Les délibérations du conseil sont constatées par des procès-verbaux, établis sans blancs ni ratures sur des feuillets numérotés et conservés au siège de l'association ; ils sont signés par le président.

Chaque membre du conseil dispose d'une voix et chaque membre du conseil présent ne peut être muni que d'un seul pouvoir.

Les membres du conseil peuvent participer aux débats et voter par des moyens de visioconférence ou de télécommunication garantissant leur identification et leur participation effective à une délibération collégiale.

Les procès-verbaux numérotés et signés sont archivés au siège. Ces procès-verbaux peuvent, sur demande, être consultés au siège par tout membre.

### **Article 2. Responsabilités du Conseil de surveillance et de son Président**

Les membres du directoire sont proposés par le conseil de surveillance et élus à l'occasion de l'assemblée générale pour une durée de 3 ans.

Le directoire administre et assure la gestion courante de l'association sous le contrôle du conseil de surveillance. Ses membres sont proposés par le conseil de surveillance et élus en assemblée générale.

Le Président du Conseil de surveillance a le pouvoir de révocation d'un ou des membres du directoire. Il peut être saisi, en ce sens, par les membres de l'association dès lors qu'un tiers d'entre eux en fait la demande.

### **Pouvoirs du président**

Le président du conseil de surveillance préside le conseil de surveillance et les assemblées générales ordinaires, et extraordinaires. En cas d'absence ou de maladie, il est remplacé par le vice-président du conseil de surveillance.

Il veille à la bonne exécution des décisions adoptées par ces assemblées ainsi qu'à celles décidées par le conseil.

Il peut donner délégation de pouvoir et de signature à l'un ou à des membres du conseil de surveillance.

Le président représente l'association dans tous les actes de la vie civile et est investi de tous les pouvoirs à cet effet.

### **Pouvoirs du conseil de surveillance**

Conformément aux statuts, le Conseil de Surveillance définit les orientations stratégiques de l'association et veille au respect des statuts.

Une fois par semestre au moins, le Directoire présente un rapport au Conseil de Surveillance. Lors de la réunion précédant la clôture de l'exercice, le Directoire présente le budget prévisionnel de l'exercice suivant. Dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice, le Directoire lui présente le rapport d'activité et les comptes de l'association.

Le Conseil de Surveillance présente à l'Assemblée Générale annuelle ses observations ainsi que l'avis consultatif formulé par le conseil d'orientation stratégique sur le rapport d'activité du Directoire ainsi que sur les comptes de l'exercice.

Le conseil est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de l'association, pour faire et autoriser tous actes et opérations qui entrent dans l'objet de l'association et qui ne sont pas réservés à l'assemblée générale.

Il prend toute décision nécessaire au bon fonctionnement de l'association en ce qui concerne l'emploi des fonds, des ressources et autres biens dont dispose l'association.

Il s'appuie pour ce faire sur un directoire qui administre et assure la gestion courante de l'association sous son contrôle.

Il se prononce sur toutes les admissions et radiations de membres de l'association.

### **Article 3. Rôle du Directoire**

#### **Composition**

Conformément aux statuts le Directoire est composé d'au moins trois personnes et au plus de sept personnes, élues par l'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil de Surveillance.

A la constitution de l'association, les membres du Directoire sont élus directement par l'Assemblée constitutive, sans qu'ils aient besoin d'être proposés par le Conseil de Surveillance.

Les personnes physiques, représentant l'un des membres, siégeant au Conseil de Surveillance, ne peuvent pas être membres du Directoire.

Les membres du Directoire sont soit choisis parmi les représentants des membres de l'association, soit peuvent être des personnalités qualifiées choisies à cet effet.

Le Conseil de Surveillance nomme, parmi les membres du Directoire, à minima un directeur général, et un directeur général adjoint et un trésorier. La durée du mandat des membres du Directoire est déterminée par le règlement intérieur.

Les membres du Directoire peuvent être révoqués par le Président du Conseil de Surveillance.

En cas de vacance, par décès, démission ou révocation, le remplaçant est nommé par le Conseil de Surveillance pour la durée restant à courir jusqu'au renouvellement du mandat du Directoire.

Les fonctions de membres du Directoire sont bénévoles. Si cela s'avère nécessaire, le Conseil de surveillance peut décider d'attribuer une rétribution aux membres du Directoire au titre des fonctions qui leur sont confiées dans le cadre de l'Association. Ils pourront obtenir, dans les conditions définies par le Conseil de Surveillance, le remboursement des frais effectivement exposés au profit de l'association, dans l'exercice de leur mandat.

#### **Fonctionnement**

Le directoire est investi, à l'égard des tiers, des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de l'association et réaliser tout acte et opération qui ne sont pas réservés à l'assemblée générale ou au Conseil de surveillance, et notamment :

- Il met en œuvre la politique et les orientations générales de l'association telles que définies par le Conseil de surveillance ;
- Il propose au conseil de surveillance l'admission et l'exclusion des membres ;
- Il propose le règlement intérieur de l'association et le soumet au conseil de surveillance pour avis ;
- Il est chargé de la gestion des affaires courantes, et autorise à cette fin tous actes et engagements sous la surveillance du président du conseil de surveillance, et dans le respect des règles de la commande publique s'agissant des achats de l'association ;
- Au-delà d'un montant de 5.000 euros, le directoire doit demander l'autorisation préalable au conseil de surveillance pour engager toutes dépenses ou tous engagement de l'association ;
- Il décide de l'acquisition et de la cession de tous biens meubles et objets mobiliers, fait effectuer toutes réparations, tous travaux et agencements, achète et vend tous titres et valeurs ;
- Il prend à bail ou acquiert tout immeuble nécessaire à la réalisation de l'objet de l'association ; confère tous baux et hypothèques sur les immeubles de l'association ; procède à la vente ou l'échange desdits immeubles : effectue tous emprunts et accorde toutes garanties et sûretés ;
- Il arrête les budgets et contrôle leur exécution sous le contrôle du conseil de surveillance ;

- Il présente son rapport sur le fonctionnement de l'association au conseil de surveillance et il arrête les comptes de l'exercice clos.
- Il propose à l'assemblée générale la nomination du commissaire aux comptes.

#### **Article 4. Missions et responsabilités du directeur général du directoire :**

Conformément aux statuts :

Le directeur général du directoire représente l'association dans ses rapports avec les tiers et dans tous les actes de la vie civile. Il ordonnance les dépenses. Il peut ester en justice. Il peut donner délégation, sous sa responsabilité, dans les conditions fixées par le règlement intérieur. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de l'Association. Il les exerce dans la limite de l'objet de l'association et sous réserve des pouvoirs expressément attribués par les statuts au Conseil de Surveillance et approuvés par l'Assemblée Générale. Il est chargé d'exécuter les décisions du Directoire.

Le directeur général rend compte au Président du Conseil de surveillance ou à un autre membre qu'il aura désigné à cet effet, mensuellement ou à sa demande, de l'exercice de son mandat, en général, et de tout acte important engageant l'association, en particulier.

Le directeur général adjoint du Directoire assiste le président dans l'exercice de ses fonctions et le remplace en cas d'empêchement.

Le trésorier établit ou fait établir, sous sa responsabilité, les comptes de l'association sous forme analytique. Il établit ou fait établir un rapport sur la situation financière de l'association. Il rend compte de sa gestion au Conseil de Surveillance et à l'Assemblée Générale.

Le directeur général du directoire reçoit délégation du président lui permettant d'assurer tous les actes de gestion courante de l'association et de mettre en œuvre les décisions prises en assemblée générale ou par le conseil de surveillance. Il suit la gestion, arrête les comptes annuels et prépare le budget prévisionnel de l'année N+1.

Il assure la gestion quotidienne de l'association, agit pour le compte du directoire, dans le cadre des délégations qui lui sont consenties par le conseil de surveillance et notamment :

- Il dispose, par délégation, du pouvoir de représentation légale de l'association « Urgence Cyber CSIRT Région SUD » dans tous les actes de la vie civile tant judiciaire qu'extra-judiciaires et possède tous pouvoirs à l'effet de l'engager ; Il a, notamment, qualité pour ester en justice. Il peut former tous appels ou pourvois. Il ne peut transiger qu'avec l'autorisation du conseil de surveillance.
- Il assure, ou fait assurer, sous son contrôle, l'exécution des formalités ;
- Il peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs et sa signature, par écrit et après en avoir été autorisé par le conseil de surveillance, à un ou plusieurs membres du directoire (les délégations de signature, nécessairement écrites, doivent être limitées dans le temps, dans l'espace ainsi que dans leurs montants) ;
- Il veille à ce que soient accomplies toutes les formalités et notifications légales en Préfecture. Il peut déléguer cette mission ;
- Il siège, à titre d'observateur, au sein du Conseil de surveillance. Il n'est pas comptabilisé au nombre de ses membres.
- Il convoque le directoire, fixe son ordre du jour et préside sa réunion ;
- Il exécute les décisions arrêtées par le conseil de surveillance et le directoire ;
- Il ordonnance les dépenses, présente les budgets annuels et contrôle leur exécution.
- Il engage les collaborateurs appointés de l'association ; et prend tous actes nécessaires à la gestion du personnel ;
- Il signe tous les actes et tous les contrats nécessaires à l'exécution des décisions des assemblées générales, du conseil de surveillance et du directoire ; il propose notamment au conseil de surveillance, pour approbation, les conventions de mutualisation avec les membres.
- Il présente le rapport annuel d'activité à l'assemblée générale ;
- Il avise le commissaire aux comptes des conventions mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce, dans le délai d'un mois à compter du jour où il en a connaissance ;
- Il veille au bon fonctionnement matériel, administratif et juridique de l'association. Il établit, ou fait établir sous son contrôle, les procès-verbaux des réunions et délibérations du directoire et des assemblées générales ;

- Il fait arrêter par le trésorier sous son contrôle, les comptes annuels de l'association ; conformément aux statuts, ces comptes annuels sont soumis au Conseil de surveillance. Il procède ou fait procéder à l'appel annuel des cotisations et établit ou fait établir un rapport financier qu'il présente avec les comptes annuels de l'assemblée générale ordinaire.

#### **Fonctionnement du directoire**

Le directoire se réunit au moins 3 fois par an à l'initiative du directeur général et établit un procès-verbal de réunion.

Organe exécutif, il assure la gestion courante de l'association, le recrutement et la gestion du personnel et la planification des investissements nécessaires au bon fonctionnement du centre.

Le trésorier établit ou fait établir, les comptes de l'association sous forme analytique. Il établit ou fait établir un rapport sur la situation financière de l'association. Il rend compte de sa gestion au directeur général qui la soumet au Conseil de Surveillance et à l'Assemblée Générale.

#### **Article 5. Cotisation**

La cotisation des membres sera fixée par catégorie de membres et par an par le Conseil de surveillance. Le Conseil pourra décider d'une cotisation différenciée suivant le statut des membres. L'adhésion de certaines catégories de membres peut être gratuite.

La cotisation versée à l'association est définitivement acquise, même cas en cas de démission, d'exclusion d'un membre en cours d'année.

#### **Article 6. Assemblées générales – Modalités applicables aux votes**

A l'initiative du président du Conseil de surveillance qui en fixe l'ordre du jour sur proposition du directoire, les convocations de l'assemblée générale peuvent être adressées par tous moyens y compris sous format électronique, quinze jours à l'avance. Un accusé réception confirmera la présence des adhérents.

Tout membre de l'association peut proposer l'inscription d'une question à l'ordre du jour à condition d'en saisir le conseil de surveillance, préalablement à l'envoi des convocations à l'assemblée générale, en joignant un exposé des motifs.

Les assemblées peuvent être organisées, à l'appréciation du Président du Conseil de surveillance en mode présentiel ou visioconférence.

Les débats peuvent être enregistrés sur support audio ou vidéo, pour faciliter la rédaction du procès-verbal. Les participants en sont informés.

L'assemblée désigne son secrétaire.

Les membres présents, pour eux-mêmes et les pouvoirs qu'ils détiennent, votent à main levée. Toutefois, un scrutin secret peut être demandé par le Président du Conseil de surveillance ou 20 % des membres présents.

#### **Article 7. Commission de travail.**

Des commissions de travail peuvent être constituées par décision du conseil de surveillance. Le conseil de surveillance en fixe la présidence à un de ses membres et définit leur compétence et composition.

#### **Article 8. Modification du règlement intérieur**

Le présent règlement intérieur pourra être modifié par décision de l'assemblée générale ordinaire, après approbation du Conseil de surveillance.

## **Article 9. Conseil d'orientation stratégique**

Conformément aux statuts, article 14,

### **Composition du conseil d'orientation stratégique**

Le Conseil de Surveillance désigne, sur proposition du Directoire, un conseil d'orientation stratégique composé au moins de 12 personnalités choisies en raison de leur compétence reconnue dans le domaine des de la cybersécurité, de la défense, du renseignement, de l'économie, de l'entreprise, de l'innovation, de la valorisation de la recherche et de la diffusion des savoirs.

L'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information est membre de droit du Conseil d'orientation stratégique. Elle désigne à cet effet un représentant pour siéger dans ce conseil.

Le conseil d'orientation stratégique est un espace d'échanges et de définition des choix stratégiques de l'association. Il consulte, autant que de besoin pour éclairer sa vision. Ses membres ont pour missions d'évaluer, et d'identifier les domaines de d'actions de l'association ainsi que sa stratégie de développement et de partenariat. Il est garant de la bonne prise en compte des enjeux de cybersécurité dans les actions de l'association. Il assure à ce titre une veille sur l'actualité des menaces et les stratégies pour s'en protéger.

Il doit contribuer à orienter l'action de l'association de façon à faire de la sécurité numérique un avantage concurrentiel pour les entreprises régionales et à apporter une réponse forte contre les cyberattaques.

Il se réunit au moins deux fois par an.

Le Conseil d'orientation stratégique rend des avis sur des questions que lui soumet le Conseil de surveillance. Il peut traiter de tout sujet en lien avec l'objet de l'association. Il a un droit d'auto-saisine.

Il est consulté et rend un avis sur les personnes morales privées candidates à une adhésion à l'association.

Le Conseil d'orientation stratégique donne un avis consultatif au Conseil de Surveillance sur le programme d'action annuel et le rapport d'activité.

## **Article 10. Publicité des comptes**

Conformément à la réglementation, l'association soumise à des obligations comptables assurent la publicité de ses comptes annuels et du rapport du commissaire aux comptes sur le site internet de la direction des Journaux officiels.

## **Article 11. Règles relative aux achats de l'association et à ses liens avec les tiers s'agissant de la commande publique**

Pour ses achats, et dans ses relations avec les tiers, l'association est soumise au code de la commande publique vu son article L1211-1.

Le 20 décembre2022

Charles Henri Du Ché



# Annexe au règlement intérieur

## Proposition de la composition du conseil d'orientation stratégique

Le conseil d'orientation stratégique est un conseil qui comprends au moins 12 membres parmi les organismes suivants :

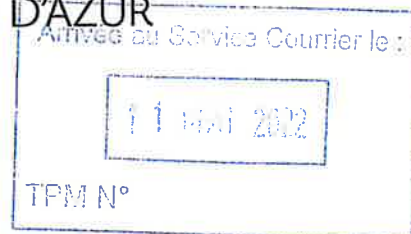
- L'ANSSI (membre de droit) ;
- Un représentant de la Région de gendarmerie ;
- Un représentant du Conseil Régional ;
- Un représentant de la DRSD ;
- Un représentant de la DGSI ;
- Un représentant de la DGA ;
- Un représentant de la DREETS ;
- Un représentant de la Police Nationale ;
- Un représentant du SGAR ;
- Un magistrat – spécialiste dans les domaines du numérique ;
- Un représentant de la Préfecture maritime ;
- Un représentant de l'OGZD Sud ;
- Le CLUSIR PACA ;
- Le CLUB ISO27001 ;
- Le pôle SCS ;
- ENEDIS ;
- AIRBUS ;
- THALES ;
- ORANGE CYBERDEFENSE ;
- EGERIE ;
- ISEN ;
- NAVAL GROUP ;
- Université d'Aix-Marseille ;
- Université Côte d'Azur ;
- Université de Toulon et du Var ;
- France CYBER Maritime ;
- Centrale Marseille ;
- Ecole de l'air ;
- CMA/CGM.



## RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

*Le Président*

*Président délégué de Régions de France*



**Monsieur Hubert FALCO**  
**Président de la Métropole Toulon**  
**Provence Méditerranée**  
**Ancien Ministre**  
**107 Boulevard Henri Fabre**  
**CS 30536**  
**83041 TOULON Cedex 9**

Marseille, le 05 MAI 2022

RM/SDFS-D22-01128

Monsieur le Ministre,

La stratégie nationale d'accélération de la filière cybersécurité présentée le 18 février 2021 par le Président de la République s'inscrit pleinement dans les ambitions de la Région visant à faire de Provence-Alpes-Côte d'Azur la première région innovante d'Europe.

Dès 2020 l'exécutif a fait de la cybersécurité une priorité régionale avec l'adoption de sa feuille de route cybersécurité autour de 5 ambitions :

- Affirmer l'ambition régionale pour la cybersécurité en région, valoriser les atouts et savoir-faire de l'écosystème régional sur la cybersécurité.
- Accompagner l'écosystème économique et les entreprises avec la structuration d'une offre de services régionale sur la cybersécurité.
- Structurer et renforcer les filières régionales d'excellence dans ce domaine.
- Développer et promouvoir l'offre de formation régionale et renforcer le soutien à la recherche.
- Piloter la feuille de route par une gouvernance et une animation régionales renforcées avec l'écosystème expert du territoire et les institutions concernées.

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a également soutenu la création d'un Centre de ressources régional cyber opéré par la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques. Ce centre est une forme de préfiguration des centres d'urgence cyber régionaux visés par l'Appel à manifestation d'intérêt lancé par l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes (ANSSI).

... / ...



Hôtel de Région  
27, place Jules Guesde – 13481 Marseille cedex 20  
téléphone 04 91 57 50 57 – [www.maregionsud.fr](http://www.maregionsud.fr)

Fort de cette initiative régionale préfigurant le déploiement national attendu, la Région a été sélectionnée afin de poursuivre et intensifier ce développement initié localement, et à s'inscrire dans le programme proposé dans le cadre de France relance pour la création d'un « Computer security incident response team » (CSIRT) en région qui vise à offrir gratuitement un premier niveau de réponse à incident cyber.

Ce « Computer security incident response team » bénéficiera aux entités telles que les petites et moyennes entreprises, entreprises de taille intermédiaire, collectivités ou associations n'étant pas éligibles en cas d'incident pour s'adresser à « [Cybermalveillance.gouv.fr](https://cybermalveillance.gouv.fr) » (particuliers, artisans, très petites entreprises) ou à l'ANSSI (opérateurs de services essentiels et opérateurs d'importance vitale). Ainsi l'ensemble des organisations publiques ou privées présentes en région pourra bénéficier d'un service d'assistance adapté en cas d'urgence d'origine cyber.

Les services régionaux ont d'ores et déjà entamé les travaux pour structurer le dossier régional d'élaboration du CSIRT conformément au cahier des charges de l'ANSSI. Le soutien financier d'amorçage proposé par l'État, à hauteur d'un million d'euros sur 3 ans, sera particulièrement précieux pour bâtir un projet partenarial qui permettra une gouvernance commune des orientations et des activités du centre, dont un des enjeux sera de trouver un modèle économique afin d'atteindre l'autonomie financière à la fin 2024.

Ce centre de réponse à incident sera créé dans les prochaines semaines sous la forme d'une association partenariale. Ce centre sera constitué avec des moyens de proximité et aura aussi pour mission de sensibiliser ses bénéficiaires aux enjeux de cybersécurité.

En liaison avec les organismes d'Etat en charge de ces sujets, au premier rang desquels l'ANSSI, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur souhaite associer les 3 métropoles et les 6 départements en tant que membre fondateur.

Aussi, je vous propose de bien vouloir nous faire part de votre intention quant à votre adhésion en tant que membre fondateur et nous soumettre les coordonnées d'un contact au sein de votre collectivité, afin de vous associer à la finalisation des statuts et de pouvoir viser un lancement officiel du CSIRT au début de l'été.

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



Renaud MUSELIER





## RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

*Le Président*

*Président délégué de Régions de France*

Arrivée au Service Courrier le :

**07 NOV. 2022**

TPM N°

**Monsieur Hubert FALCO  
Président de la  
Métropole Toulon Provence  
Méditerranée  
Maire de Toulon  
Ancien ministre  
107 Boulevard Henri Fabre  
CS 30536  
83041 TOULON Cedex 9**

RM/DEFIE-D22-02537

Marseille, le **27 OCT. 2022**

Monsieur le Ministre,

La cybersécurité est devenue un enjeu essentiel pour la France en vue de garantir sa souveraineté numérique et son autonomie stratégique. Face à la croissance exponentielle de la cybercriminalité, la lutte contre les cybermenaces est une priorité régionale.

J'ai le plaisir de vous annoncer que les statuts de l'association « Urgences Cyber – CSIRT Région Sud » ont été approuvés lors de l'assemblée plénière du Conseil régional du 24 juin 2022 et déposé en Préfecture le 23 septembre 2022. Une assemblée générale se tiendra d'ici la fin de l'année avec l'ensemble des membres fondateurs.

Je vous ai invité, par courrier du 5 mai 2022, sous la référence RM/SDFS-D22-01128, à devenir membre fondateur de cette association destinée à proposer un service de réponse à incident cyber de premier niveau aux petites et moyennes entreprises, aux entreprises de tailles intermédiaires, aux associations et aux collectivités de notre région.

Vous trouverez, en pièce jointe, les statuts de l'association à soumettre, le cas échéant, à votre assemblée délibérante pour finaliser votre adhésion. Les représentants que vous désignerez seront appelés à rejoindre le Conseil de surveillance et ainsi participer aux orientations stratégiques de l'association.

... / ...



Hôtel de Région  
27, place Jules Guesde – 13481 Marseille cedex 20  
Téléphone 04 91 57 50 57 – [www.maregionsud.fr](http://www.maregionsud.fr)

La gouvernance collégiale de cette association permettra de bâtir un projet au plus proche des préoccupations des organismes publics et privés de notre territoire et contribuera à renforcer la cybersécurité du territoire en lien avec la stratégie nationale de cybersécurité porté par l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information.

Afin d'échanger plus avant sur ce sujet, je vous invite à prendre attache auprès de Patrice CALLET ([pcallet@mareregionsud.fr](mailto:pcallet@mareregionsud.fr)) et Jonathan FAYETON ([jfayeton@mareregionsud.fr](mailto:jfayeton@mareregionsud.fr)) qui sauront utilement répondre aux questions qui pourraient subsister.

À cette fin, une réunion de présentation du projet se tiendra à distance courant octobre, afin de présenter le projet. Nous vous remercions de nous communiquer les coordonnées des personnes pressenties pour y participer afin que nous puissions leur communiquer les modalités de connexion.

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

*Amis*



Renaud MUSELIER

P.J. :  
Copie des statuts de l'association

## **Urgences Cyber - CSIRT Région Sud**

Association loi 1901

### **Statuts**

#### **Préambule**

La cybersécurité est devenue un enjeu essentiel pour la France en vue de garantir sa souveraineté numérique et son autonomie stratégique. Face à la croissance exponentielle de la cybercriminalité, la lutte contre les cybermenaces est une priorité régionale.

Dès le 9 octobre 2020, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a adopté sa feuille de route cybersécurité, dont l'axe 2 prévoyait d'accompagner l'écosystème économique et les entreprises avec la structuration d'une offre de services régionale sur la cybersécurité.

La Région a donc envisagé très tôt la création d'un computer security incident response team (CSIRT), c'est-à-dire un centre d'alerte et de réaction aux attaques informatiques, de type « SAMU », pour traiter les incidents des entreprises ou des administrations ciblés par des attaques cyber.

Une préfiguration d'une telle offre de service a été développée par la Région, via la Fondation Méditerranéenne des études stratégiques, dans le cadre de son programme annuel d'activité, financé par la Région. Le « Centre de ressources régional Cyber » (C2RC) a ainsi été inauguré le 14 octobre 2020, en présence du directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information. A l'issue de cette préfiguration, la Région dispose d'une expérience opérationnelle, des expertises et d'une présence dans les réseaux institutionnels nationaux pour mettre en œuvre un tel centre.

L'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information considère par ailleurs que les Régions font partie des institutions publiques compétentes pour contribuer à structurer le tissu de prestataires et d'industriels en mesure de répondre aux besoins de cybersécurité du territoire, développer les liens entre offre et demande, diffuser les bonnes pratiques en cybersécurité et sensibiliser l'ensemble des acteurs. A ce titre, l'ANSSI a lancé un appel à projet destiné à soutenir la création de CSIRT régionaux, qui auront pour objectif de proposer aux acteurs de taille intermédiaire présents sur leur territoire un service de réponse à incident, considéré comme un service d'intérêt général.

Les CSIRT régionaux sont destinés à adresser principalement les associations, les entreprises, les collectivités territoriales et les établissements publics de taille intermédiaire. Ils s'inscrivent en complémentarité avec l'ANSSI, qui adresse les entités critiques telles que les administrations, les opérateurs d'importance vitales et les opérateurs de services essentiels et Cybermalveillance qui traite les particuliers, les très petites entreprises et les collectivités de petite taille.

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a répondu à cet appel à projet et a déposé un dossier de candidature le 28 octobre 2021. Elle a été l'une des six régions retenues dans la première vague de sélection.

L'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information a versé à la Région, dans le cadre du plan de relance, fin 2021, une subvention d'1 000 000 € correspondant aux trois premières années de fonctionnement du CSIRT.

L'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information demande que le futur CSIRT régional soit opéré par une structure externe, à la gouvernance de laquelle la Région et l'Agence doivent être obligatoirement associées.

Aussi, il est proposé de créer une association capable de mettre en œuvre le CSIRT régional, autour d'un noyau de membres fondateurs, jouant un rôle actif et déterminant dans son activité et son développement. Pour ce faire, la Région s'associe à la Fondation Méditerranéenne des études stratégiques, aujourd'hui opérateur du Centre régional de réponses cyber, pour créer cette association.

## **TITRE 1 : OBJET**

### **Article 1er – Forme**

Il est créé par les membres, une association régie par les dispositions de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, du décret du 16 août 1901 et des présents statuts.

### **Article 2 – Dénomination sociale**

La dénomination de l'association est :

« **Urgences Cyber - CSIRT Région Sud** ».

### **Article 3 – Objet**

L'Association a notamment pour objet de doter la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur d'un « Computer Security Incident Response Team » (CSIRT) régional ayant pour mission de fournir un premier niveau de réponse à incident cyber au bénéfice des entreprises, associations et collectivités de son territoire, en lien avec la stratégie nationale de cyberdéfense portée par l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information - ANSSI.

Le CSIRT régional a pour mission principale de proposer, de manière gratuite, comme activités d'intérêt général à ses bénéficiaires les services suivants :

- recueil du signalement des bénéficiaires au travers la mise en œuvre d'une plateforme téléphonique et des moyens informatiques adaptés ;
- qualification et triage des incidents ;
- suivi des incidents ;
- mise en relation avec des prestataires labellisés de type « Expert Cyber » ou qualifiés par l'ANSSI (par exemple, prestataires qualifiés d'audit de la sécurité des systèmes d'information ou de réponse aux incidents de sécurité) ;
- information aux victimes d'incident cyber sur les poursuites juridictionnelles à engager et orientations vers les professionnels qualifiés ;
- référencement des prestataires locaux labellisés et qualifiés en cohérence avec l'ANSSI et [Cybermalveillance.gouv.fr](https://cybermalveillance.gouv.fr) ;
- relais et transfert des informations pertinentes vers le CERT-FR, [Cybermalveillance.gouv.fr](https://cybermalveillance.gouv.fr), les autres CSIRT (en particulier les autres CSIRT régionaux) et l'InterCERT-FR ;

- consolidation de l'incidentologie régionale et partage du résultat avec le CERT-FR et cybermalveillance.

En fonction des besoins identifiés permettant une amélioration ou une aide particulière à une bonne prise en compte de la cybersécurité, des services complémentaires, éventuellement facturables, pourront être proposés.

Les bénéficiaires des services proposés supra sont principalement les associations, les petites et moyennes entreprises (PME) et les entreprises de taille intermédiaire (ETI) de plus de 20 salariés, collectivités territoriales, et les établissements publics implanté sur le territoire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

#### **Article 4 - Moyens d'actions**

Pour réaliser son objet, les moyens d'action de l'association sont :

- mise en œuvre d'une plateforme téléphonique et des moyens informatiques nécessaires à la réception des incidents informatiques ;
- la production et la diffusion d'informations ;
- la mise à disposition des ressources pédagogiques, techniques et communicationnelles, telles que : tutoriels et guides, objets de formation, centre de ressources, site internet ;
- l'animation d'un réseau d'organismes étatiques et d'instituts, d'experts français, européens, concernés par ces domaines ;
- le référencement de prestataires labellisés de type « Expert\_Cyber » ou qualifiés par l'ANSSI
- la conception et la direction de sessions annuelles de sensibilisation ;
- l'organisation et l'animation de colloques, de conférences, de séminaires, d'évènements et actions de communication ;
- la participation à la formation universitaire d'étudiants intéressés par les questions de cybersécurité ;
- la participation et l'adhésion aux organismes et institutions entrant dans son champ d'actions ;
- le financement d'actions de communication,
- l'aide à la diffusion et publication de travaux de recherche.

#### **Article 5 - Programme d'action annuel**

L'association établit un plan d'action annuel qu'elle soumet à ses membres fondateurs.

L'association devra justifier de son activité et apporter les justificatifs nécessaires à ses membres et financeurs selon les dispositions réglementaires en vigueur.

#### **Article 6 – Siège**

Le siège social est initialement fixé à la Maison du numérique et de l'innovation, Place Georges Pompidou, 83000 Toulon

Il pourra être transféré en tout autre lieu par simple décision du Conseil de Surveillance de l'association.

#### **Article 7 – Durée**

L'association est constituée pour une durée illimitée.

### **TITRE 2 : COMPOSITION DE L'ASSOCIATION**

#### **Article 8 – Membres**

L'association se compose de 12 membres de droit, de membres fondateurs et de membres adhérents.

##### **Article 8.1 – Membres de droit et membres fondateurs**

Les membres de droit sont les personnes morales suivantes :

- L'État
- La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
- La Métropole Aix-Marseille-Provence
- La Métropole Toulon Provence Méditerranée
- La métropole de Nice Côte d'Azur
- Le Département des Bouches du Rhône
- Le Département du Var
- Le Département des Alpes Maritimes
- Le Département de Vaucluse
- Le Département des Alpes de Haute-Provence
- Le Département des Hautes Alpes
- L'association Institut Fondation Méditerranéenne des études stratégiques

Sont considérés comme membres fondateurs, les membres qui ont participé à la constitution de l'association et ont adhéré à celles-ci au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2023. Les membres de droit qui ne sont pas membre fondateur peuvent rejoindre l'association sur simple demande au Conseil de surveillance, à laquelle est jointe la délibération concernée.

##### **Article 8.2 – Membres adhérents**

Les membres adhérents sont constitués par toute personne morale dont les intérêts convergent avec l'objet et les actions menées par l'association et qui versent annuellement une cotisation.

Les personnes physiques ne peuvent pas être membres de l'association.

Pour faire partie de l'association, tout membre adhérent doit au préalable être agréé, sur proposition du Directoire, par le Conseil de surveillance qui statue lors de chacune de ses réunions sur les demandes d'admissions présentées.

Le règlement intérieur de l'association organisera les membres adhérents en collèges distincts en fonction de leur qualité. A minima deux collèges seront établis, l'un pour les personnes morales de droit public, autres que les membres de droit, l'autre pour les personnes morales de droit privé.

### **Article 9 – Cotisations**

La cotisation annuelle est due par chaque membre. Son montant est fixé par le règlement intérieur. Elle peut être revue annuellement par l'Assemblée Générale sur proposition du Conseil de Surveillance.

### **Article 10 – Perte de la qualité de membre**

La qualité de membre de l'association se perd :

- par décision de retrait du membre, qui devra être à jour de ses cotisations, adressée au Conseil de Surveillance, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception,
- en cas de décision d'exclusion décidée par le Conseil de Surveillance pour tout motif grave ou tout manquement au règlement intérieur,
- En l'absence de paiement des cotisations annuelles

## **TITRE 3 : ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT**

### **Article 11 – L'Assemblée Générale**

L'Assemblée Générale réunit l'ensemble des membres de l'association :

- les membres de droit, dont les membres fondateurs ;
- les membres adhérents.

Chaque membre dispose d'un représentant au sein du de l'Assemblée générale, à l'exception de l'Etat et de la Région, qui disposent chacun de deux représentants.

Chacun des organismes désignera, selon ses propres règles de gestion internes, la ou, le cas échéant, les personnes physiques chargées de le représenter lors de l'Assemblée Générale constitutive et des assemblées suivantes.

Seuls les membres à jour de leurs cotisations, lorsqu'ils y sont tenus, peuvent être convoqués aux Assemblées générales, prendre part au vote et être éligibles au conseil de surveillance.

Chaque membre de l'association dispose d'une voix, à l'exception de l'Etat et de la Région qui disposent chacun de deux voix.

Chaque membre peut se faire représenter par un autre membre de l'association muni d'un pouvoir spécial. La représentation par toute autre personne est interdite. Le nombre de pouvoirs dont peut disposer un membre de l'Assemblée est limité à trois pouvoirs.

Les Assemblées Générales sont convoquées à l'initiative du Président du Conseil de Surveillance. La convocation est effectuée par simple lettre contenant l'ordre du jour arrêté par le Conseil de Surveillance, sur proposition du Directoire. La convocation est adressée à chaque membre de l'association quinze jours à l'avance.

L'Assemblée Générale ne peut délibérer que sur les questions inscrites à l'ordre du jour.

Les Assemblées Générales se réunissent au siège de l'association ou en tout autre lieu fixé par la convocation.

L'Assemblée est présidée par le Président du Conseil de Surveillance ou, en cas d'empêchement par le vice-président, ou à défaut par la personne désignée par l'Assemblée. Il est établi une feuille de présence émargée par les membres de l'Assemblée en entrant en séance et certifiée par le président du Conseil de Surveillance et le secrétaire de l'Assemblée.

Les délibérations des Assemblées sont constatées sur des procès-verbaux contenant le résumé des débats, le texte des délibérations et le résultat des votes. Ils sont signés par le président du Conseil de Surveillance et le secrétaire de l'Assemblée. Les procès-verbaux sont retranscrits, sans blanc ni rature, dans l'ordre chronologique sur le registre des délibérations de l'association.

#### **11.1 - Assemblée Générale ordinaire**

Une Assemblée Générale ordinaire se réunit au moins une fois par an dans les six mois de la clôture de l'exercice. Elle peut également être convoquée à titre extraordinaire par le président ou sur la demande du quart au moins des membres de l'association.

L'Assemblée Générale ordinaire annuelle entend les rapports sur la gestion, les activités et la situation morale de l'association et le rapport financier. Elle entend également les observations du Conseil de Surveillance sur le rapport d'activité du Directoire ainsi que sur les comptes de l'exercice, et le rapport du commissaire aux comptes.

L'Assemblée Générale ordinaire annuelle approuve les comptes de l'exercice et donne quitus aux membres du Conseil de Surveillance et du Directoire.

Elle procède à l'élection des nouveaux membres du Conseil de Surveillance et du Directoire.

D'une manière générale, l'Assemblée Générale ordinaire délibère sur toutes les questions inscrites à l'ordre du jour qui ne relèvent pas de la compétence de l'Assemblée Générale extraordinaire. L'Assemblée Générale ordinaire délibère valablement quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

#### **11.2 - Assemblée Générale extraordinaire**

L'Assemblée Générale extraordinaire est seule compétente pour modifier les statuts, prononcer la dissolution de l'association et statuer sur la dévolution de ses biens, décider de sa fusion avec d'autres associations.

L'Assemblée Générale extraordinaire ne délibère valablement que si la moitié des membres de l'association est présente ou représentée. Si ce quorum n'est pas atteint, l'Assemblée est à nouveau convoquée, avec le même ordre du jour, dans un délai de trente jours. Lors de cette seconde réunion, elle délibère valablement quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Les délibérations de l'Assemblée Générale extraordinaire sont prises à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés.



## **Article 12 - Conseil de Surveillance**

### **12.1 - Composition du Conseil de Surveillance**

Le Conseil de Surveillance est composé d'au moins cinq membres et au plus de vingt membres. Les modalités de composition sont précisées au règlement intérieur.

Les membres de droit disposent, chacun, automatiquement d'un représentant au sein du Conseil de surveillance. Ces représentants sont désignés selon les règles internes de chacun des membres. L'Etat et la Région disposent chacun de deux représentants au sein du Conseil de surveillance. Cette désignation est confirmée par l'Assemblée générale.

Les autres membres du Conseil de surveillance sont élus, au sein de chaque collège, par l'Assemblée Générale pour une durée précisée par le règlement intérieur. Les membres sont rééligibles. Chaque collège peut désigner, au plus, trois membres.

La majorité des membres est élue parmi les représentants des membres de droit.

En cas de vacance, par décès ou par démission des membres élus ou choisis, le Conseil de Surveillance pourvoit à leur remplacement à titre provisoire jusqu'à ratification par la prochaine Assemblée Générale.

Le mandat des membres ainsi désignés prend fin à la date à laquelle aurait pris fin le mandat du membre remplacé.

Le Conseil de surveillance élit en son sein son Président.

Les fonctions de membre du Conseil de Surveillance sont bénévoles.

### **12.2 - Réunion et délibération du Conseil de Surveillance**

Le Conseil de Surveillance se réunit sur convocation de son président, aussi souvent que l'intérêt de l'association l'exige, ou à la demande d'au moins un quart de ses membres. A minima deux réunions par an doivent se tenir.

La présence de la moitié au moins des membres du conseil d'administration est nécessaire pour la validité des délibérations. Pour le calcul du quorum, les pouvoirs ne comptent pas.

Les délibérations sont prises à la majorité simple. En cas de partage égal des voix, la voix du président est prépondérante.

Il est tenu procès-verbal des séances.

### **12.3 - Pouvoirs du Conseil de Surveillance**

Le Conseil de Surveillance définit les orientations stratégiques de l'association et veille au respect des statuts.

Une fois par semestre au moins, le Directoire présente un rapport au Conseil de Surveillance. Lors de la réunion précédant la clôture de l'exercice, le Directoire présente le budget prévisionnel de

l'exercice suivant. Dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice, le Directoire lui présente le rapport d'activité et les comptes de l'association.

Le Conseil de Surveillance présente à l'Assemblée Générale annuelle ses observations ainsi que l'avis consultatif formulé par le conseil d'orientation stratégique sur le rapport d'activité du Directoire ainsi que sur les comptes de l'exercice.

## **Article 13 - Directoire**

### **13.1 - Composition et désignation**

Le Directoire est composé d'au moins trois personnes et au plus de sept personnes, élues par l'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil de surveillance.

A la constitution de l'association, les membres du Directoire sont élus directement par l'Assemblée constitutive, sans qu'ils aient besoin d'être proposés par le Conseil de surveillance.

Les personnes physiques, représentant l'un des membres, siégeant au Conseil de surveillance, ne peuvent pas être membres du Directoire.

Les membres du Directoire sont soit choisis parmi les représentants des membres de l'association, soit peuvent être des personnalités qualifiées choisies à cet effet.

Le Conseil de Surveillance nomme, parmi les membres du Directoire, à minima un président, un vice-président et un trésorier. La durée du mandat des membres du Directoire est déterminée par le règlement intérieur.

Les membres du Directoire peuvent être révoqués par l'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil de Surveillance.

En cas de vacance, par décès ou démission, le remplaçant est nommé par le Conseil de Surveillance pour la durée restant à courir jusqu'au renouvellement du mandat du Directoire.

Si cela s'avère nécessaire, le Conseil de surveillance peut décider d'attribuer une rétribution aux membres du Directoire au titre des fonctions qui leur sont confiées dans le cadre de l'Association. Ils pourront obtenir, dans les conditions définies par le Conseil de Surveillance, le remboursement des frais effectivement exposés au profit de l'association, dans l'exercice de leur mandat.

### **12.2 - Pouvoirs**

Le Directoire assure la gestion courante de l'association. Le Directoire a notamment pouvoir de recruter le personnel et de le gérer.

Les décisions sont prises à la majorité absolue.

Le Président du Directoire représente l'association dans ses rapports avec les tiers et dans tous les actes de la vie civile. Il ordonnance les dépenses. Il peut ester en justice. Il peut donner délégation, sous sa responsabilité, dans les conditions fixées par le règlement intérieur. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de l'Association. Il les exerce dans la limite

de l'objet de l'association et sous réserve des pouvoirs expressément attribués par les statuts au Conseil de Surveillance et approuvés par l'Assemblée Générale. Il est chargé d'exécuter les décisions du Directoire.

Le vice-président du Directoire assiste le président dans l'exercice de ses fonctions et le remplace en cas d'empêchement.

Le trésorier établit ou fait établir, sous sa responsabilité, les comptes de l'association sous forme analytique. Il établit ou fait établir un rapport sur la situation financière de l'association. Il rend compte de sa gestion au Conseil de Surveillance et à l'Assemblée Générale.

Le Directoire se réunit aussi souvent que nécessaire.

#### **TITRE 4 - COMITE D'EXPERT**

##### **Article 14 – Le conseil d'orientation stratégique**

Le Conseil de surveillance désigne, sur proposition du Directoire, un conseil d'orientation stratégique composé au moins de 12 personnalités choisies en raison de leur compétence reconnue dans le domaine des de la cybersécurité, de la défense, du renseignement, de l'économie, de l'entreprise, de l'innovation, de la valorisation de la recherche et de la diffusion des savoirs.

L'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information est membre de droit du Conseil d'orientation stratégique. Elle désigne à cet effet un représentant pour siéger dans ce conseil.

Le conseil d'orientation stratégique est un espace d'échanges et de définition des choix stratégiques de l'association. Il consulte, autant que de besoin pour éclairer sa vision. Ses membres ont pour missions d'évaluer, et d'identifier les domaines de d'actions de l'association ainsi que sa stratégie de développement et de partenariat. Il est garant de la bonne prise en compte des enjeux de cybersécurité dans les actions de l'association. Il assure à ce titre une veille sur l'actualité des menaces et les stratégies pour s'en protéger.

Il doit contribuer à orienter l'action de l'association de façon à faire de la sécurité numérique un avantage concurrentiel pour les entreprises régionales et à apporter une réponse forte contre les cyberattaques.

Il se réunit au moins deux fois par an.

Le Conseil d'orientation stratégique rend des avis sur des questions que lui soumet le Conseil de surveillance. Il peut traiter de tout sujet en lien avec l'objet de l'association. Il a un droit d'auto-saisine.

Il est consulté et rend un avis sur les personnes morales privées candidates à une adhésion à l'association.

Le Conseil d'orientation stratégique donne un avis consultatif au Conseil de Surveillance sur le programme d'action annuel et le rapport d'activité.

## **TITRE 5 : RESSOURCES DE L'ASSOCIATION - PERSONNELS - COMPTES ANNUELS.**

### **Article 15 – Les ressources de l'association**

Les ressources de l'association sont constituées par :

- les dotations et subventions de l'Etat, des collectivités et leurs groupements ;
- les cotisations et contributions de toutes natures versées par les membres de l'association ;
- les dotations et subventions d'organismes territoriaux, nationaux, européens ou internationaux ;
- les legs, les donations, le mécénat ;
- des apports de ses membres ;
- le produit des revenus des biens ou valeurs qu'elle possède ;
- le produit des rétributions de ses activités et pour services rendus ;
- de toute autre ressource autorisée par les textes législatifs ou réglementaires.

L'association peut recourir au mécénat de compétence par une mise à disposition de personnel par une entreprise mécène qui peut prendre la forme d'une prestation de service ou de prêt de main d'œuvre. La mise à disposition peut être à durée déterminée. Un tel recours au mécénat est obligatoirement autorisé par le Conseil de surveillance.

La Fondation méditerranéenne des études stratégiques, en tant que membre fondateur de l'association, apporte à celle-ci, à sa création, les moyens, les contrats et les biens mobiliers mis en œuvre dans le cadre du C2RC. Elle peut mettre une partie de ses personnels à disposition de l'association pour la mise en œuvre du CSIRT. Elle peut continuer à apporter son expertise et son savoir-faire à la mise en œuvre du CSIRT, dans le cadre d'un conventionnement.

### **Article 16 – Personnel de l'association**

Le directoire peut désigner un ou plusieurs cadres salariés, chargés d'exécuter les décisions prises par les instances de l'association, de gérer les services de l'association et de mettre en œuvre les actions en lien avec l'objet de l'association.

Le conseil de surveillance est consulté préalablement à l'embauche et à la rémunération par l'association de tout cadre salarié et se prononce, au moins une fois par an, sur les rémunérations des cadres salariés, qui sont soumises à son approbation.

L'association peut par ailleurs disposer de son propre personnel et procéder ainsi aux recrutements par voie de contrats de droit privé soumis au code du travail.

### **Article 17 – Comptes annuels**

Il est tenu au jour le jour une comptabilité régulière de toutes les opérations par recettes et par dépenses, faisant apparaître un compte de résultats et de bilan et une annexe. Il est également tenu à jour une comptabilité analytique, permettant de contrôler que les fonds publics ne financent pas une activité économique.

Les comptes de l'association sont arrêtés par le Directoire, soumis au Conseil de surveillance et approuvés en assemblée générale ordinaire.

Le contrôle des comptes est effectué par le commissaire aux comptes désigné par l'assemblée générale. Il exerce sa mission conformément aux dispositions prévues par la réglementation applicable à l'association.

L'exercice comptable de l'association commence au 1<sup>er</sup> janvier (ou à compter de la date de publication des statuts de l'association au journal officiel) et se termine le 31 décembre de chaque année.

## **TITRE 6 - MODIFICATIONS DES STATUTS ET DISSOLUTION**

### **Article 18**

Les statuts peuvent être modifiés par l'assemblée générale extraordinaire sur la proposition du conseil de surveillance ou sur la proposition du dixième des membres dont se compose l'assemblée générale.

Dans l'un et l'autre cas, les propositions de modifications sont inscrites à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale extraordinaire, lequel doit être envoyé à tous les membres de l'assemblée au moins quinze (15) jours calendaires à l'avance.

L'assemblée ne peut valablement délibérer que si les personnes morales dont un représentant physique est présent représentent, ensemble et avec les pouvoirs qui leur ont été confiés, un quart au moins de ses membres. Si cette proportion n'est pas atteinte, l'assemblée est convoquée de nouveau, mais à quinze (15) jours calendaires au moins d'intervalle, et cette fois, elle peut valablement délibérer, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Dans tous les cas, les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers (2/3) des membres présents ou représentés.

### **Article 19**

L'assemblée générale extraordinaire, appelée à se prononcer sur la dissolution de l'association est convoquée spécialement à cet effet dans les conditions prévues à l'article précédent.

L'assemblée ne peut valablement délibérer que si les personnes morales dont un représentant physique est présent représentent ensemble et avec les pouvoirs qui leur ont été confiés, au moins la moitié plus un des membres en exercice. Si cette proportion n'est pas atteinte, l'assemblée est convoquée de nouveau, mais à trente (30) jours au moins d'intervalle, et cette fois, elle peut valablement délibérer, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Dans tous les cas, la dissolution ne peut être votée qu'à la majorité de deux tiers des membres présents ou représentés.

### **Article 20**

En cas de dissolution prononcée par les deux tiers au moins des membres présents à l'assemblée générale, un ou plusieurs liquidateurs sont nommés par celle-ci et l'actif, s'il y a lieu, est dévolu dans

les modalités décidées par l'assemblée et conformément à l'article 9 de la loi du 1er juillet 1901 et au décret du 16 août 1901.

## **TITRE 7 : DISPOSITIONS DIVERSES**

### **Article 21 – Règlement intérieur**

L'Assemblée Générale arrête un règlement intérieur qui a pour objet de préciser et de compléter les règles de fonctionnement de l'association et les modalités d'exécution des présents statuts, en particulier le nombre et la répartition des membres composant le Directoire et le Conseil de Surveillance ou les droits de vote en Assemblée. Ce règlement intérieur est, au préalable, soumis pour approbation au Conseil de Surveillance.

Le règlement intérieur préparé par le Directoire et adopté par l'assemblée générale est adressé à la préfecture du département, siège de l'association.

Elle peut également adopter un règlement financier destiné à fixer les modalités des interventions de l'association.

### **Article 22 – Indemnités**

Toutes les fonctions, à l'exception, le cas échéant, de celle de membre du Directoire, sont gratuites et bénévoles. Seuls les frais occasionnés par l'accomplissement de leur mandat peuvent être remboursés sur justificatifs et dans les mêmes conditions et limites que celles prévues pour les agents de la fonction publique territoriale. Les conditions de prise en charge et les modalités de règlement de ces frais sont fixées, sous réserve des dispositions du décret n°2001-654 du 19 juillet 2001, qui sont spécifiques à la FPT, par le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006, applicable aux personnels civils de la FPE.